

L'obligation d'apport

Article 1832 al 1 du Code civil. Les associés doivent affecter à l'exploitation de l'entreprise des biens ou leur industrie. Sans apport il ne peut y avoir de société (société fictive).

L'apport est un contrat translatif de propriété. Il fait l'objet d'une rémunération par des parts sociales (quand société de personnes) ou des actions (quand société par action).

On distingue 3 catégories d'apports : en nature, en numéraire et en industrie. La valeur de ses apports a pour vocation de faire l'objet d'une capitalisation. Leur montant monétaire va figurer au montant du capital de la société excepté pour l'apport en industrie.

- **Les apports en nature**

La notion d'apport en nature regroupe tout apport de bien meuble ou immeuble corporel ou incorporel à l'exception des espèces monétaires. Ex : fond de commerce, brevet, marques...

- **L'apport en nature en pleine propriété**

A pour objet de transférer la propriété d'un bien qui appartient à l'associé moyennant la rémunération de parts sociale ou d'action (s'apparente à une vente).

Doit être mentionné dans les statuts avec les caractéristiques du bien.

3 hypothèses de publicité spéciale :

- apport en **immeuble** : les statuts doivent être publiés au registre des hypothèques.

- apport en **brevet ou marque** : doit faire l'objet d'une publicité au registre de l'INPI. Sinon elle ne peut pas exercer les droits à l'égard des tiers qu'elle détient des droits du brevet ou de la marque.

- apport sur un fond de commerce : doit faire l'objet d'une double publicité au JAL et au BODACC.

L'apporteur est tenu de toutes les garanties à l'égard de la société de celles qui pèsent normalement sur le vendeur (vice caché, obligation de conformité, garantie d'éviction).

En cas de dissolution, si le bien fait partie du patrimoine de la sté au jr de la dissolution, et s'il n'a pas été utilisé pour payer les créanciers, l'apporteur peut demander la restitution du bien, conditionnée à l'accord des associés (restitution à titre préférentiel).

- **L'apport en jouissance**

Pas de transfert de propriété, l'associé ne transmet qu'un droit d'usage de la chose (pas de droit de disposer de la chose ni de ses fruits).

L'obligation de l'associé apporteur est de permettre à la société de jouir paisiblement du bien objet de l'apport, il conserve la propriété du bien. Si le bien disparaît par force majeure, aucune indemnisation possible. Droit de récupérer le bien apporté en cas de dissolution.

Pb car pour la contribution aux pertes, l'apporteur devra verser à la société une somme d'argent dont le montant est proportionnelle à la part de la société qu'il détient.

- **L'apport en usufruit**

Il emporte transfert d'un droit réel à la société. C'est de droit de jouir de la chose mais également de ses fruits. L'apporteur conserve la nue propriété, la Sté ne dispose pas de la chose, elle ne peut donc la vendre.

Si l'apport porte sur un usufruit qui existait déjà avant la constitution de la sté, il prendra fin au décès de l'apporteur. Si l'usufruit est spécialement constitué, la durée de vie de l'usufruit est alors d'une durée limitée à 30ans.

Or comme la durée de vie d'une Sté est de 99ans, l'usufruit sera nul. (Cass du 7/03/07).

- **L'apport en numéraire**

Il a pour objet l'apport d'une somme d'argent. L'associé doit procéder à sa libération qui peut se faire immédiatement (au jour de la signature des statuts) par la remise de la somme apportée sur un compte bancaire indisponible jusqu'à immatriculation de la société. On peut aussi libérer de manière fractionné.

L'apport en compte courant qui est un prêt qui peut être accordé par un associé à la société pour compléter le financement que constitue le capital. Remboursable à tout moment dès lors qu'a été conclu pour une durée indéterminée. Ce droit peut être exercé même en cas de difficultés financières de la société.

- **L'apport en industrie**

Consiste pour un associé à mettre à la disposition de la société ses connaissances techniques, ses services, son travail, sa réputation, sa renommée.

Il n'est pas capitalisé (ne figure pas dans le capital social). La force humaine n'est pas un élément saisissable du patrimoine.

Son apport sera rémunéré par l'attribution de parts sociales et il aura le même statut que les autres associés.

L'art 1844-1 al.2 prévoit que le droit à participation au bénéfice et l'obligation de contribuer aux pertes de l'apporteur en industrie est égal à la part de l'associé qui a le moins apporté.

Or les statuts peuvent prévoir une répartition différente. Interdiction des clauses léonines.

Normalement interdit dans les sociétés à risques limités car dans ces sociétés le capital social est le seul gage des associés.

La loi NRE du 15/05/01 est intervenue pour permettre l'apport en industrie dans les SARL et la Loi 4/08/08 LME : possible de faire des apports en industrie dans les SAS ; si les statuts le prévoient expressément.

Seul la SA et la société en commandite par action sont interdits de faire un apport en industrie. Les parts sociales remises en rémunération de l'apport en industrie sont incessibles et intransmissibles pour cause de mort a cause de l'intuitu personae.

Si l'associé quitte la sté, ses parts sociales sont annulées et il aura le droit de bénéficier des réserves (bénéfices non distribués au jour de son départ).